

Art. 6. De in artikel 1 bedoelde subsidie wordt op de rekeningen gestort:

- n° BE10 2500 0740 2704 van de Université de Namur, 61 rue de Bruxelles, 5000 Namur;
- n° BE76 0012 9620 1195 van de Haute Ecole Mosane (CRIG), Mont Saint-Martin, 4000 Liège;
- n° BE04 3751 0081 7031 van de Université libre de Bruxelles, 50 avenue F.D. Roosevelt, 1050 Bruxelles;
- n° BE36 09 10 0987 0181 van de Université de Mons, 20, Place du Parc, 7000 Mons;
- n° BE11.3100.9590.0148 van de Université catholique de Louvain, 2, rue des Wallons te 1348 Louvain-la-Neuve;
- n° BE79 0910 0157 1833 van de Université de Liège, 7-9, Place du vingt août te 4000 Liège,

als volgt :

- 1) een eerste schijf van 50 % van het bedrag dat volgens de in artikel 2 bedoelde verdeling aan elke instelling wordt toegekend, zodra dit besluit is bekend gemaakt en vastgelegd;
- 2) een tweede schijf (het saldo) van 50 % van het bedrag dat volgens de in artikel 2 bedoelde verdeling aan elke instelling wordt toegekend, na overlegging van de in artikel 4 bedoelde documenten en nazicht van deze documenten door de administratie.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 8. De minister bevoegd voor wetenschappelijk onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 juni 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het Toezicht op WBE,

Fr. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2020/41723]

11 JUIJN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 43 relatif au report de l'entrée en vigueur de certaines dispositions modificatives du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau instaurant une certification « Eau » des immeubles bâtis, dénommée « CertIBEau »

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

En raison de la crise sanitaire liée au COVID-19 et des mesures de confinement imposées par l'arrêté ministériel du Ministre de l'Intérieur du 18 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, les formations prévues des certificateurs en vue de l'obtention de l'agrément n'ont pu avoir lieu, de sorte que la procédure agrément prend du retard sur le calendrier prévu.

L'existence de certificateurs agréés étant un élément indispensable, préalable obligé à la mise en œuvre pleine et entière du régime du CertIBEau, il ne sera pas possible d'être prêts pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021.

Afin de permettre l'entrée en vigueur de ce régime dans les meilleures conditions, et de permettre aux centres agréés de planifier à nouveau sereinement les formations il est nécessaire de postposer l'entrée en vigueur des dispositions modificatives du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau relatives au CertIBEau.

Une durée de six mois est estimée nécessaire et suffisante à la formation et l'agrément des certificateurs. Dès lors, il est proposé de fixer l'entrée en vigueur des dispositions de la partie décrétable du Code de l'Eau et de la partie réglementaire du Code de l'Eau au 1^{er} juin 2021.

L'article 1^{er} : L'article 14 du décret du 28 février 2019 a fixé l'entrée en vigueur du décret à la date fixée par le Gouvernement et, au plus tard, le 1^{er} janvier 2021, cet article vise à reporter l'entrée en vigueur au 1^{er} juin 2021.

L'article 2 : L'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2019 modifiant la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, en vue de mettre en œuvre le régime du CertIBEau, et diverses dispositions relatives au règlement général d'assainissement a fixé l'entrée en vigueur des articles 6 et 7 au 1^{er} janvier 2020 et des autres dispositions du décret du 1^{er} janvier 2021, cet article vise à reporter l'entrée en vigueur au 1^{er} juin 2021.

11 JUIJN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 43 relatif au report de l'entrée en vigueur de certaines dispositions modificatives du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau instaurant une certification « Eau » des immeubles bâtis, dénommée « CertIBEau »

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 39 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 6;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'eau, et notamment ses articles D.227^{ter} à D.227^{quinquies} et articles R.307^{bis}-12 à R.307^{bis}-33;

Vu le décret du 28 février 2019 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, et instaurant une certification « Eau » des immeubles bâtis, dénommée « CertIBEau »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 modifiant la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, en vue de mettre en oeuvre le régime du « CertIBEau », et diverses dispositions relatives au règlement général d'assainissement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, à affecter le bon fonctionnement des différents services publics, voire à paralyser certains services;

Considérant que par un décret du 28 février 2019, le législateur a modifié le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en vue d'instaurer une certification « Eau » des immeubles bâtis portant le nom de « CertIBEau »; que cette certification concerne à la fois la conformité de l'installation intérieure de distribution d'eau et l'évacuation des eaux usées des immeubles bâtis qu'elle vise;

Considérant que l'article 14 du décret du 28 février 2019 fixe son entrée en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et, au plus tard, au 1^{er} janvier 2021;

Considérant que par un arrêté du 18 juillet 2019 modifiant la partie réglementaire du Code de l'Eau, le Gouvernement a fixé l'entrée en vigueur des articles 6 et 7 de ce décret au 1^{er} janvier 2020 et l'entrée en vigueur des autres dispositions du décret du 1^{er} janvier 2021;

Considérant que l'article 6 du décret du 2019, insérant l'article D.227^{quater} et D.227^{quinquies} dans le Code de l'Eau, habilite le Gouvernement à déléguer la mission de certification des immeubles visés à des personnes physiques ou morales agréées en qualité de certificateurs; que pour ce faire, deux types d'agrément sont nécessaires: d'une part, l'agrément des certificateurs et, d'autre part, l'agrément de centres de formation pour les certificateurs;

Considérant que pour que le régime du « CertIBEau » soit pleinement opérationnel, les certificateurs doivent disposer d'un agrément obtenu au terme d'une formation dispensée par les centres de formation agréés;

Considérant qu'en raison de la crise sanitaire liée au COVID-19 et des mesures, notamment décidées par l'arrêté ministériel du Ministre de l'Intérieur du 18 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, en vigueur depuis le 20 mars 2020, pour limiter la propagation du virus dans la population, de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services, la formation des certificateurs par les centres agréés de formation en vue de l'octroi de l'agrément n'a pu se dérouler dans les délais nécessaires à l'application pleine et entière du régime du CertIBEau au 1^{er} janvier 2021, dans la mesure où cette procédure d'agrément en est un préalable obligé;

Considérant dès lors qu'afin de permettre l'entrée en vigueur de ce régime dans les meilleures conditions, il est nécessaire de postposer l'entrée en vigueur des dispositions modificatives du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau relatives au « CertIBEau », pour une durée de six mois, durée estimée nécessaire et suffisante à la formation et l'agrément des certificateurs;

Considérant qu'il convient dès lors de fixer l'entrée en vigueur des dispositions de la partie décréte du Code de l'Eau et de la partie réglementaire du Code de l'Eau au 1^{er} juin 2021; que cette disposition ne s'applique cependant pas aux dispositions décrétales et réglementaires déjà entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2020 et nécessaires à la mise en place du régime du « CertIBEau », à savoir les articles 6 et 7 du décret du 28 février 2019 et les articles des sections 6 et 7 visées à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2019;

Considérant que ce report d'entrée en vigueur doit être applicable le plus rapidement possible, car de celui-ci dépend la possibilité effective pour les centres agréés de planifier les formations à organiser, que ceux-ci ont donc besoin de connaître aussi tôt que possible le temps dont ils disposeront pour permettre le bon déroulement des formations et afin que soit menée à bien la procédure d'octroi des agréments, faute de quoi cela pourrait entraîner de nouvelles perturbations organisationnelles majeures et risquer un éventuel nouveau report de l'entrée en vigueur, à éviter autant que possible; que ceci n'est pas compatible avec le temps nécessaire au processus législatif d'élaboration d'un décret; qu'il convient donc de procéder à une modification décréte en faisant usage des pouvoirs spéciaux octroyés au Gouvernement par l'article 1^{er}, § 2, du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19;

Considérant que l'article 3, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 dispose que :

« Les arrêtés visés aux articles 1^{er} et 2 peuvent être adoptés sans que les avis légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis.

Le premier alinéa s'applique aux avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans les cas spécialement motivés par le Gouvernement. »;

Considérant, pour les motifs susvisés, qu'il convient que le présent arrêté soit adopté sans délai et que l'urgence justifie que ne soit pas consultée la section de législation du Conseil d'Etat; qu'il en va d'autant plus ainsi qu'en raison de la situation actuelle de crise sanitaire celle-ci connaît bien légitimement des problèmes organisationnels et a fait savoir que « *Compte tenu de l'importante perturbation du fonctionnement normal de la section de législation, il convient de demander l'avis de préférence dans un délai de 60 jours et d'éviter, dans la mesure du possible, les délais plus courts de 5 et 30 jours* »;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le décret du 28 février 2019 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, et instaurant une certification « Eau » des immeubles bâtis, dénommée « CertIBEau » entre en vigueur, à l'exception des articles 6 et 7 du décret, au 1^{er} juin 2021.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 modifiant la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, en vue de mettre en oeuvre le régime du « CertiBEau », et diverses dispositions relatives au règlement général d'assainissement, à l'exception des sections 6 et 7 de l'article 3, entre en vigueur au 1^{er} juin 2021.

Namur, 11 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-Etre animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/41723]

11. JUNI 2020 — Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 43 über die Verschiebung des Inkrafttretens bestimmter Abänderungsbestimmungen zum Buche II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, in Bezug auf die Einführung einer "CertiBEau-Zertifikat" genannten Zertifizierung der bebauten Immobilien für Wasser

BERICHT AN DIE REGIERUNG

Wegen der mit dem Covid-19 zusammenhängenden Gesundheitskrise und der Maßnahmen in Bezug auf die Ausgangsbeschränkungen, die durch den Ministeriellen Erlass des Ministers des Innern vom 18. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 auferlegt wurden, konnten die Ausbildungslehrgänge für Zertifizierer zwecks Erteilung der Zulassung nicht stattfinden, so dass es hinsichtlich des Zulassungsverfahrens zu Verzögerungen gegenüber der ursprünglichen Planung kommt.

Da eine völlige und uneingeschränkte Umsetzung des "CertiBEau"-Systems nicht ohne das vorherige Vorhandensein von zugelassenen Zertifizierern erfolgen kann, ist ein Inkrafttreten am 1. Januar 2021 nicht möglich.

Im Hinblick auf das Vorhandensein optimaler Bedingungen für das Inkrafttreten dieses Systems, und um es den zugelassenen Zentren zu ermöglichen, die Ausbildungslehrgänge in aller Ruhe und Sorgfalt zu planen, ist es notwendig, das Inkrafttreten der Abänderungsbestimmungen des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, in Bezug auf das "CertiBEau-Zertifikat", zu verschieben.

Eine Dauer von sechs Monaten wird als nötig und ausreichend betrachtet, um die Ausbildung und Zulassung der Zertifizierer zu ermöglichen. Es wird somit vorgeschlagen, das Inkrafttreten der Bestimmungen des dekretalen Teils des Wassergesetzbuches und des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches auf den 1. Juni 2021 zu verschieben.

Artikel 1: In Artikel 14 des Dekrets vom 28. Februar 2019 wird bestimmt, dass Letzteres an dem von der Regierung festgelegten Datum und spätestens am 1. Januar 2021 in Kraft tritt, dieser Artikel zielt darauf ab, das Inkrafttreten auf den 1. Juni 2021 zu verschieben.

Artikel 2: In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019 zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zur Umsetzung des CertiBEau-Systems, und über verschiedene Bestimmungen bezüglich des allgemeinen Sanierungsplans wird das Inkrafttreten der Artikel 6 und 7 auf den 1. Januar 2020, und der anderen Bestimmungen auf den 1. Januar 2021 festgesetzt; dieser Artikel zielt darauf ab, das Inkrafttreten auf den 1. Juni 2021 zu verschieben.

11. JUNI 2020 — Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 43 über die Verschiebung des Inkrafttretens bestimmter Abänderungsbestimmungen zum Buche II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, in Bezug auf die Einführung einer "CertiBEau-Zertifikat" genannten Zertifizierung der bebauten Immobilien für Wasser

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 39 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 6;

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.227ter bis D.227quinquies und der Artikel R.307bis-12 bis R.307bis-33;

Aufgrund des Dekrets vom 28. Februar 2019 zur Abänderung von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und zur Einführung einer "CertiBEau-Zertifikat" genannten Zertifizierung der bebauten Immobilien für Wasser;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019 zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zur Umsetzung des CertiBEau-Systems, und über verschiedene Bestimmungen bezüglich des allgemeinen Sanierungsplans;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In der Erwägung, dass die ergriffenen und noch zu ergreifenden Maßnahmen zur Eindämmung der Virusverbreitung in der Bevölkerung so geartet sind, dass sie jede Art von Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region verzögern, die reibungslose Arbeitsweise der verschiedenen öffentlichen Dienste beeinträchtigen, und bestimmte Dienstleistungen sogar lahmlegen könnten;

In der Erwägung, dass der Gesetzgeber durch Dekret vom 28. Februar 2019 das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, abgeändert hat, um eine "CertIBeau-Zertifikat" genannte Zertifizierung der bebauten Immobilien für Wasser einzuführen; dass diese Zertifizierung sowohl die Konformität der Innenwasserverteilungsanlage als auch der Ableitung des Abwassers aus den betreffenden bebauten Immobilien betrifft;

In der Erwägung, dass in Artikel 14 des Dekrets vom 28. Februar 2019 bestimmt wird, dass Letzteres an dem von der Regierung festgelegten Datum und spätestens am 1. Januar 2021 in Kraft tritt;

In der Erwägung, dass die Regierung durch einen Erlass vom 18. Juli 2019 zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches das Datum für das Inkrafttreten der Artikel 6 und 7 dieses Dekrets auf 1. Januar 2020, und für das Inkrafttreten der anderen Bestimmungen dieses Dekrets auf den 1. Januar 2021 festgesetzt hat;

In der Erwägung, dass Artikel 6 des Dekrets vom 28. Februar 2019 zur Einfügung von Artikel D.227^{quater} und D.227^{quinquies} in das Wassergesetzbuch die Regierung dazu ermächtigt, die Aufgabe der Zertifizierung der betreffenden Immobilien natürlichen oder juristischen Personen anzuvertrauen, die als Zertifizierer zugelassen sind; dass in diesem Rahmen zwei Arten von Zulassung erforderlich sind: einerseits die Zulassung der Zertifizierer und andererseits die Zulassung der Ausbildungszentren für die Zertifizierer;

In der Erwägung, dass die Zertifizierer, um ein voll funktionsfähiges "CertIBeau"-System zu gewährleisten, über eine Zulassung verfügen müssen, die am Abschluss einer Ausbildung erteilt wird, die von den zugelassenen Ausbildungszentren vorgenommen wird;

In der Erwägung, dass die Ausbildung der Zertifizierer durch die zugelassenen Ausbildungszentren im Hinblick auf die Erteilung der Zulassung nicht innerhalb der Fristen erfolgen konnte, deren Einhaltung zwecks der umfassenden und uneingeschränkten Anwendung des "CertIBeau"-Systems am 1. Januar 2021 erforderlich ist, wobei dieses Zulassungsverfahren dafür eine zwingende Voraussetzung darstellt; dass der Grund für diese Verspätung in der mit dem Covid-19 zusammenhängenden Gesundheitskrise und in den insbesondere durch den seit dem 20. März 2020 in Kraft getretenen Ministeriellen Erlass des Ministers des Innern vom 18. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 beschlossenen Maßnahmen besteht, die so geartet sind, dass jede Form der Aktivität in der Wallonischen Region verzögert wird, und bestimmte Dienste sogar ganz gelähmt werden;

In der Erwägung, dass es demzufolge im Hinblick auf das Vorhandensein optimaler Bedingungen für das Inkrafttreten dieses Systems notwendig ist, das Inkrafttreten der Abänderungsbestimmungen des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, in Bezug auf das "CertIBeau-Zertifikat", um sechs Monate zu verschieben, da diese Dauer als nötig und ausreichend betrachtet wird, um die Ausbildung und Zulassung der Zertifizierer zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass das Inkrafttreten der Bestimmungen des dekretalen und des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches demzufolge auf den 1. Juni 2021 festzulegen ist; dass dies jedoch nicht für die dekretalen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen gilt, die bereits am 1. Januar 2020 in Kraft getreten sind, und zur Einführung des "CertIBeau"-Systems notwendig sind, d.h. die Artikel 6 und 7 des Dekrets vom 28. Februar 2019 und die Artikel der Abschnitte 6 und 7 nach Artikel 3 des Erlasses der Regierung vom 18. Juli 2019;

In der Erwägung, dass diese Verschiebung des Inkrafttretens so bald wie möglich anwendbar sein sollte, da die effektive Möglichkeit für die zugelassenen Zentren, die zu organisierenden Bildungen zu planen, davon abhängt; dass diese Zentren somit so bald wie möglich wissen müssen, über wieviel Zeit sie verfügen können, um den reibungslosen Ablauf der Lehrgänge und des Verfahrens zur Erteilung der Zulassungen zu ermöglichen, da es sonst zu erheblichen organisatorischen Störungen oder gar zu einer erneuten Verschiebung des Inkrafttretens kommen könnte, was soweit wie möglich zu vermeiden ist; dass dies mit der notwendigen Zeit für das gesetzgeberische Verfahren der Ausarbeitung eines Dekrets nicht vereinbar ist; dass es somit notwendig ist, eine dekretale Abänderung vorzunehmen, indem von den Sondervollmachten Gebrauch gemacht wird, die der Regierung durch Artikel 1 § 2 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise erteilt worden sind;

In der Erwägung, dass in Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise das Folgende bestimmt wird:

"Die in den Artikeln 1 und 2 genannten Erlasse können verabschiedet werden, ohne dass die gesetzlich oder verordnungsrechtlich erforderlichen Stellungnahmen bzw. Gutachten eingeholt wurden.

Absatz 1 findet Anwendung auf die Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates in den von der Regierung besonders begründeten Fällen.";

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass aus den oben genannten Gründen so bald wie möglich verabschiedet werden sollte, und dass die Dringlichkeit es rechtfertigt, dass die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats nicht um ihr Gutachten ersucht wird; dass dies um so mehr gilt, als Letztere wegen der aktuellen Lage der Gesundheitskrise berechtigterweise mit organisatorischen Schwierigkeiten konfrontiert ist, und Folgendes mitgeteilt hat: *"Angesichts der bedeutenden Störung der normalen Funktionsweise der Gesetzgebungsabteilung, gilt es, die Gutachten vorzugsweise innerhalb von 60 Tagen anzufordern, und die kürzeren Fristen von 5 und 30 Tagen möglichst zu vermeiden"*;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Das Dekret vom 28. Februar 2019 zur Abänderung von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und zur Einführung einer "CertIBeau-Zertifikat" genannten Zertifizierung der bebauten Immobilien für Wasser, tritt, mit Ausnahme der Artikel 6 und 7 des Dekrets, am 1. Juni 2021 in Kraft.

Art. 2 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019 zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zur Umsetzung des CertiBEau-Systems, und über verschiedene Bestimmungen bezüglich des allgemeinen Sanierungsplans, tritt, mit Ausnahme der Abschnitte 6 und 7 von Artikel 3, am 1. Juni 2021 in Kraft.

Namur, den 11. Juni 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41723]

11 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 43 betreffende het uitstel van de inwerkingtreding van sommige wijzigingsbepalingen van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, en tot invoering van een certificering "Water" voor bebouwde onroerende goederen, "CertiBEau" genoemd

VERSLAG AAN DE REGERING

Wegens de gezondheidscrisis in verband met COVID-19 en de lockdownmaatregelen opgelegd bij het ministerieel besluit van de Minister van Binnenlandse Zaken van 18 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, hebben de geplande opleidingen van de certificeerders voor het verkrijgen van de erkenning niet kunnen plaatsvinden, zodat de erkenningsprocedure op het tijdschema achterloopt.

Aangezien het bestaan van erkende certificeerders een onmisbaar element en een verplichte voorwaarde is voor de volledige uitvoering van het "CertiBEau"-stelsel, zal het niet mogelijk zijn om klaar te zijn voor een inwerkingtreding op 1 januari 2021.

Om de inwerkingtreding van dit stelsel onder de beste voorwaarden mogelijk te maken en om de erkende centra in staat te stellen de opleidingen opnieuw rustig te plannen, is het noodzakelijk de inwerkingtreding van de wijzigingsbepalingen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, met betrekking tot "CertiBEau", uit te stellen.

Een periode van zes maanden wordt noodzakelijk en voldoende geacht voor de opleiding en erkenning van de certificeerders. Daarom wordt voorgesteld om de inwerkingtreding van de bepalingen van het decreetale gedeelte van het Waterwetboek en het reglementaire deel van het Waterwetboek vast te stellen op 1 juni 2021.

Artikel 1 : Artikel 14 van het decreet van 28 februari 2019 heeft de inwerkingtreding van het decreet op de door de Regering vastgestelde datum en, uiterlijk op 1 januari 2021, vastgesteld; het doel van bedoeld artikel is de inwerkingtreding uit te stellen tot 1 juni 2021.

Artikel 2 : het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 tot wijziging van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, teneinde het CertiBEau-stelsel in te voeren, en diverse bepalingen betreffende het algemeen reglement voor waterzuivering heeft de inwerkingtreding van de artikelen 6 en 7 op 1 januari 2020 en van de andere bepalingen van het decreet op 1 januari 2021 vastgesteld; het doel van bedoeld artikel is de inwerkingtreding uit te stellen tot 1 juni 2021.

Namen, 11 juni 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

11 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 43 betreffende het uitstel van de inwerkingtreding van sommige wijzigingsbepalingen van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, en tot invoering van een certificering "Water" voor bebouwde onroerende goederen, "CertiBEau" genoemd

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 6;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.227^{ter} tot D.227^{quinquies} en de artikelen R.307^{bis}-12 tot R.307^{bis}-33;

Gelet op het decreet van 28 februari 2019 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en tot invoering van een certificering "Water" voor bebouwde onroerende goederen, "CertiBEau" genoemd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 tot wijziging van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, teneinde het "CertIBEau"-stelsel in te voeren, en diverse bepalingen betreffende het algemeen reglement voor waterzuivering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Wereldgezondheidsorganisatie op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat de huidige en komende maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, ertoe leiden dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertraagt, de goede werking van de verschillende overheidsdiensten aantasten en bepaalde diensten zelfs verlammen;

Overwegende dat de wetgever, bij decreet van 28 februari 2019, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, heeft gewijzigd om een "Water"-certificering voor bebouwde onroerende goederen, "CertIBEau" genoemd, in te voeren; dat deze certificering zowel betrekking heeft op de conformiteit van de installatie voor waterdistributie binnenshuis als op de afvoer van het afvalwater van de bebouwde gebouwen die eronder vallen;

Overwegende dat artikel 14 van het decreet van 28 februari 2019 de inwerkingtreding ervan op de door de Regering vastgestelde datum en uiterlijk op 1 januari 2021 vastlegt;

Overwegende dat de Regering, bij besluit van 18 juli 2019 tot wijziging van het reglementair deel van het Waterwetboek, de inwerkingtreding van de artikelen 6 en 7 van bedoeld decreet op 1 januari 2020 en de inwerkingtreding van de andere bepalingen van het decreet van 1 januari 2021 heeft vastgelegd;

Overwegende dat artikel 6 van het decreet van 2019, waarbij artikel D.227^{quater} en D.227^{quinquies} in het Waterwetboek worden ingevoegd, de Regering machtigt om de certificeringsopdracht van de bedoelde gebouwen toe te vertrouwen aan natuurlijke of rechtspersonen die erkend zijn als certificeerders; dat hiervoor twee types van erkenning nodig zijn: enerzijds de erkenning van de certificeerders en anderzijds de erkenning van de opleidingscentra voor de certificeerders;

Overwegende dat het "CertIBEau"-stelsel alleen volledig operationeel kan zijn als de certificeerders na afloop van een door de erkende opleidingscentra gegeven opleiding een erkenning hebben gekregen;

Overwegende dat wegens de gezondheidscrisis in verband met COVID-19 en de maatregelen, die met name besloten zijn bij het ministerieel besluit van de Minister van Binnenlandse Zaken van 18 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, dat sinds 20 maart 2020 van kracht is, om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, en die van dien aard zijn dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen of zelfs bepaalde diensten verlammen, de opleiding van de certificeerders door de erkende opleidingscentra met het oog op de toekenning van de erkenning niet heeft kunnen plaatsvinden binnen de vereiste termijn voor de volledige toepassing van het "CertIBEau"-stelsel op 1 januari 2021, voor zover deze erkenningsprocedure een voorwaarde is voor de erkenning;

Overwegende dat het, om de inwerkingtreding van bedoeld stelsel onder de beste voorwaarden mogelijk te maken, noodzakelijk is de inwerkingtreding van de wijzigingsbepalingen met betrekking tot "CertIBEau" van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, uit te stellen voor een periode van zes maanden, die noodzakelijk en voldoende wordt geacht voor de opleiding en de erkenning van de certificeerders;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is de inwerkingtreding van de bepalingen van het decreetgevend deel van het Waterwetboek en van het reglementaire gedeelte van het Waterwetboek vast te stellen op 1 juni 2021; dat deze bepaling echter niet van toepassing is op de decretale en reglementaire bepalingen die reeds op 1 januari 2020 in werking zijn getreden en die noodzakelijk zijn voor de invoering van het "CertIBEau"-stelsel, namelijk de artikelen 6 en 7 van het decreet van 28 februari 2019 en de artikelen van de afdelingen 6 en 7 bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Regering van 18 juli 2019;

Overwegende dat dit uitstel van de inwerkingtreding zo spoedig mogelijk moet worden toegepast, omdat het van essentieel belang is dat de erkende centra de te organiseren opleidingen kunnen plannen; dat zij derhalve zo spoedig mogelijk moeten weten over welke tijd zij beschikken om de opleidingen goed te laten verlopen en om de procedure voor de toekenning van de erkenning af te ronden, anders zou dit kunnen leiden tot verdere grote organisatorische verstoringen en het risico voor een mogelijk verder uitstel van de inwerkingtreding, hetgeen zoveel mogelijk moet worden voorkomen; dat dit niet verenigbaar is met de tijd die nodig is voor het wetgevingsproces om een decreet op te stellen; dat het daarom aangewezen is een decreetwijziging door te voeren waarbij gebruik wordt gemaakt van de bijzondere machten die aan de Regering worden toegekend bij artikel 1, § 2, van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19;

Overwegende dat artikel 3, § 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 hetgeen volgt bepaalt:

"De in de artikelen 1 en 2 bedoelde besluiten kunnen aangenomen worden zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen vooraf ingewonnen worden.

Het eerste lid is van toepassing op de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State in de bijzonder door de Regering gemotiveerde gevallen."

Overwegende dat dit besluit, om bovenvermelde redenen, onverwijld moet worden aangenomen en dat de dringende noodzakelijkheid rechtvaardigt dat de afdeling wetgeving van de Raad van State niet wordt geraadpleegd; dat dit des te meer het geval is omdat deze laatste vanwege de huidige gezondheidscrisis terecht voor organisatieproblemen staat en heeft meegedeeld dat het "rekening houdend met de aanzienlijke verstoring van de normale werking van de afdeling wetgeving" passend is dat "het advies bij voorkeur aangevraagd wordt binnen een termijn van 60 dagen en dat kortere termijnen van 5 en 30 dagen voor zover mogelijk voorkomen worden";

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het decreet van 28 februari 2019 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en tot invoering van een certificering "Water" voor bebouwde onroerende goederen, "CertIBEau" genoemd, treedt, met uitzondering van de artikelen 6 en 7 van het decreet, in werking op 1 juni 2021.

Art. 2. Het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 tot wijziging van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, teneinde het "CertIBeau"-stelsel in te voeren, en diverse bepalingen betreffende het algemeen reglement voor waterzuivering, met uitzondering van de afdelingen 6 en 7 van artikel 3, treedt in werking op 1 juni 2021.

Namen, 11 juni 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2020/21296]

11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo-conférence

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

La crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne. En tout état de cause, elles visent à limiter, dans une mesure variable en fonction de directives données au niveau du Gouvernement fédéral, les contacts interpersonnels.

Ce problème a impacté la tenue des auditions prévues pour les recours en matière d'urbanisme et visées à l'article D.IV.66 du Code du Développement territorial. En effet, en principe, ces auditions se tiennent en présence des demandeurs, du collège communal concerné, du fonctionnaire délégué concerné, ou de leurs représentants, des membres de la Commission d'avis sur les recours et de l'administration.

Par l'effet de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours, suspension prorogée par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 du 18 avril 2020, les délais de rigueur et de recours, tels que prévus par le Code du Développement territorial, ont été suspendus du 18 mars 2020 au 30 avril 2020 inclus. Les citoyens n'ont dès lors pas eu la possibilité de faire utilement et effectivement valoir tous leurs droits dans le cadre des procédures de recours administratifs en matière d'urbanisme, car la Commission d'avis sur les recours n'a plus été réunie depuis le confinement imposé par les autorités fédérales et aucune audition présenteielle n'a eu lieu, depuis cette date jusqu'au 30 avril 2020.

Il convenait cependant de garantir la continuité du service public en adoptant des mesures telles qu'aucun citoyen ne soit entravé dans l'exercice de ses droits : des auditions par vidéo-conférence ont donc été tenues à partir du 22 avril 2020.

En vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

Le présent arrêté de pouvoir spéciaux offre la possibilité d'organiser des auditions virtuelles temporairement, et cela avec effet rétroactif au 22 avril 2020. L'effet rétroactif est justifié par le fait que des auditions par vidéoconférence se sont déroulées à partir de cette date, dans un souci de continuité du service public et de respect des droits des citoyens, et qu'il convient d'assurer la sécurité juridique des décisions déjà prises ou à prendre en recours lorsque l'audition s'est déroulée par vidéo-conférence sans qu'une base explicite ait existé pour ce faire.

Statuant dans le cadre des pouvoirs spéciaux, le Gouvernement veille à assurer un caractère temporaire à cette mesure. Une période ne dépassant pas l'année 2020 est dès lors proposée. Les dispositions concernées du CoDT reprendront leur portée initiale à l'expiration de la période mentionnée au dispositif. Il convient cependant d'habiliter le Gouvernement à réduire ce délai si les circonstances le justifient.

La date prévue pour mettre fin à l'utilisation d'un formulaire de recours modifié est antérieure au 31 décembre 2020 afin de ne pas induire les requérants en erreur quant aux possibilités qui leur sont offertes. Les auditions sont fixées vers la fin du délai de 45 jours à dater de la réception du recours imposé par l'article D.IV.66 du CoDT, car l'administration doit rédiger un rapport et l'envoyer aux parties invitées à l'audition au plus tard 10 jours avant la tenue de cette audition, ce qui justifie la date choisie.

Le projet d'arrêté comporte quatre articles :

L'article 1^{er} prévoit que jusqu'au 31 décembre 2020 inclus, les auditions visées à l'article D.IV.66 du code du développement territorial peuvent se tenir de manière virtuelle, par vidéo-conférence.

Lorsque l'audition est organisée par vidéo-conférence, les personnes ou instances invitées peuvent déposer au dossier, après l'avoir exposée, une note de motivation ou toute pièce complémentaire qu'elles jugent utile. Ce dépôt au dossier est réalisé par voie électronique à l'adresse du secrétaire permanent le jour de la vidéo-conférence ou le lendemain.

L'article 2 précise que jusqu'au 30 novembre 2020 inclus, dans l'annexe 20 dans la partie règlementaire du Code du Développement territorial intitulée « Introduction d'un recours par le demandeur ou le Collège communal ou le Fonctionnaire délégué », le cadre 5 est remplacé en vue de permettre au requérant d'opter soit pour une d'audition devant la commission en mode présentiel soit pour une audition en vidéo-conférence.

L'article 3 dispose que pour autant que la situation de crise sanitaire du Covid-19 le justifie, le Gouvernement est habilité à limiter la possibilité d'appliquer la procédure d'audition virtuelle visée dans le présent arrêté en fixant une date antérieure au 31 décembre 2020.